

Comment gérer la prise de médicaments légaux affectant la vigilance d'un salarié au travail ?

Réponse courte

La prise de médicaments légaux affectant la vigilance pose un enjeu de sécurité que l'employeur doit gérer avec prudence. L'art. [L.312-1](#) impose d'assurer la sécurité des salariés. Si un salarié occupe un **poste à risques** au sens de l'art. [L.326-4](#), l'employeur peut solliciter l'avis du médecin du travail sur son aptitude, sans exiger de connaître la nature du traitement.

Le médecin du travail est le seul habilité à évaluer l'impact du traitement et à émettre un avis d'**aptitude, d'aptitude avec réserves ou d'inaptitude**. Le salarié peut signaler son traitement au médecin du travail dans le respect de son obligation d'information. L'employeur ne peut pas interdire les médicaments prescrits, mais il doit agir si la vigilance est manifestement altérée : aménagement du poste, affectation temporaire ou écartement d'un poste de sécurité. Toute décision doit être **proportionnée** et respecter la vie privée.

Définition

La gestion des médicaments affectant la vigilance désigne l'ensemble des mesures prises par l'employeur pour concilier le **droit du salarié à suivre un traitement médical** avec l'**obligation de sécurité** sur le lieu de travail. Elle implique la coordination entre l'employeur, le médecin du travail et le salarié, dans le respect du secret médical et du principe de **proportionnalité**.

Conditions d'exercice

La gestion des médicaments affectant la vigilance est encadrée par les conditions suivantes.

Condition	Détail
Obligation de sécurité	L'employeur doit assurer la sécurité de tous les salariés (art. L.312-1)
Postes à risques	Vigilance accrue pour les postes identifiés selon l'art. L.326-4
Secret médical	L'employeur ne peut exiger de connaître le traitement suivi
Rôle du médecin du travail	Seul compétent pour évaluer l'aptitude au poste (art. L.326-1)
Proportionnalité	Toute mesure doit être proportionnée au risque identifié
Non-discrimination	Le salarié ne peut être sanctionné pour le suivi d'un traitement médical

Modalités pratiques

La gestion se déroule selon les étapes suivantes.

Étape	Détail
Signalement	Le salarié informe l'employeur ou le médecin du travail d'une altération de sa vigilance
Saisine du médecin du travail	L'employeur demande un examen d'aptitude (sans connaître le diagnostic)
Avis médical	Le médecin rend un avis d'aptitude, d'aptitude avec réserves ou d'inaptitude
Aménagement	Adaptation du poste, des horaires ou affectation temporaire selon l'avis
Retrait du poste à risques	Écartement si le médecin conclut à une inaptitude temporaire
Suivi	Réexamen périodique pour évaluer l'évolution de la situation

Pratiques et recommandations

Prévoir dans le règlement intérieur une clause invitant les salariés à signaler tout traitement susceptible d'affecter leur vigilance, sans obligation de révéler la nature du traitement, favorise la prévention.

Solliciter systématiquement le médecin du travail avant toute décision d'aménagement ou de retrait de poste garantit que la mesure repose sur un avis médical objectif.

Documenter chaque étape de la procédure (demande d'avis, décision d'aménagement, suivi) protège l'employeur en cas de contentieux et démontre le respect de l'obligation de sécurité.

Garantir la confidentialité des informations médicales en limitant strictement l'accès aux données de santé aux personnes habilitées est indispensable au regard du RGPD et du secret médical.

Cadre juridique

Référence	Objet
Art. L.312-1 Code du travail	Obligation générale de sécurité de l'employeur
Art. L.326-1 Code du travail	Examen médical et aptitude au poste
Art. L.326-4 Code du travail	Définition des postes à risques
Art. L.261-1 Code du travail	Traitement des données personnelles et surveillance

L'employeur ne peut jamais contraindre un salarié à révéler la nature de son traitement médical. Seul le médecin du travail est destinataire des informations médicales et ne transmet à l'employeur qu'un avis d'aptitude. En cas de doute sur la vigilance d'un salarié occupant un poste de sécurité, la saisine du médecin du travail constitue la seule démarche juridiquement sécurisée.

Les contenus sont rédigés et mis à jour régulièrement à partir de sources officielles. Leur usage ne remplace pas une consultation juridique et doit être validé par un professionnel du droit.